

## Conférence de presse de rentrée sociale 21 septembre 2023

### Intervention de Daniel Goldberg, président de l'Uniopss

#### ***Il est temps que le quinquennat social commence !***

À l'Uniopss, en cette rentrée, nous sommes inquiets, circonspects et aux aguets.

**Nous sommes tout d'abord inquiets**, car la situation sociale du pays ne s'améliore pas structurellement. Le « *Quoi qu'il en coûte* » et les divers boucliers (énergie et alimentation) ont été nécessaires et il faut les saluer, mais ils n'ont rien réglé sur le fond. Finalement, on se retrouve comme dans la période post-Covid : il fallait faire ce qui a été fait, mais il faudrait faire tout ce qui n'a pas été fait et qui pré-existait avant.

Nous sommes inquiets également pour le **pouvoir d'achat des familles populaires et des classes moyennes**, car l'inflation a impacté, impacte et va impacter de nombreuses familles (hausse d'électricité : +10 % en août 2023, puis +18,5 % en janvier 2024). De plus, même si elle reflue, **l'inflation va laisser sa marque** et la courbe ne va pas s'inverser. Les prix vont certes moins augmenter, mais ils demeureront au niveau haut que l'on connaît. C'est d'autant plus choquant que l'inflation, pour partie liée à la guerre en Ukraine, est une *greedflation*, développée par l'avidité de certaines grands groupes (agroalimentaire, énergie, transports) qui ne répercutent pas la baisse survenue des matières premières (d'après le FMI : début 2022, 45 % de l'inflation était dû à la hausse des marges des entreprises).

Nous sommes aussi inquiets de voir la **pauvreté 3D qui se développe**, avec trois phénomènes qui se cumulent :

- **Élargissement** : de nouveaux publics sont touchés par la pauvreté, notamment des jeunes, et en particulier des étudiants, mais aussi des seniors, et encore des travailleurs pauvres ;
- **Approfondissement**, avec le basculement dans la pauvreté de celles et ceux qui se trouvaient au bord ;
- **Enracinement dans certains territoires** : inégalités territoriales, services publics dégradés qui créent de la désespérance dans une République qui devrait protéger et promouvoir.

Cette pauvreté 3D, c'est *L'Avenir confisqué* que décrit Nicolas Duvoux. C'est bien cela qui est ressenti par beaucoup.

Nous sommes, par ailleurs, inquiets car, presque par conséquence, les **tensions de tous ordres prospèrent**.

Enfin, **nous craignons que le budget 2024 soit celui d'une rigueur qui pèse sur toutes les politiques sociales.** En effet, le gouvernement ne peut plus vivre à crédit sur la dette à venir en profitant des ressources supplémentaires liées à l'inflation. J'avais dit ici, l'année passée, l'oxygène que l'inflation apportait aux finances publiques (élargissement des bases TVA et Impôts sur les bénéfiques), qui résolvait, de fait, des impasses budgétaires. C'est fini et au contraire, sa décrue pèse maintenant.

Il y a en effet un effet ciseau : les dépenses sociales – liées notamment à des revalorisations justifiées mais incomplètes du point de vue des bénéficiaires dont le pouvoir d'achat s'est érodé (point d'indice fonction publique, minima sociaux, pensions de retraite) – ont été décidées tardivement. Elles pèsent maintenant en année pleine et il est envisageable que le déficit dépasse 5 % du PIB (4,9 % prévu, mais l'objectif de croissance a été ramené récemment à 1,4 %).

Et donc, nous sommes inquiets, car il est probable que l'on utilise davantage des rabots pour couper des dépenses que des équerres pour investir sur l'avenir (comme on le voit, par exemple, pour les franchises médicales). Or, la rigueur sans croissance est un scénario bien sombre : on l'observe sur le logement où les ponctions sur le logement social depuis 2017 (RLS) l'empêchent aujourd'hui de jouer son rôle habituel contracyclique.

Or, **pour l'Uniojss, accompagner les vulnérabilités, les prévenir, les prévoir est un investissement d'avenir.**

**Nous sommes par ailleurs circonspects** quant à la conduite des décisions publiques.

Depuis la crise de 2008, notre endettement a augmenté de 47 points en fonction du PIB (de 64 % à 111 % du PIB). Il faut collectivement se poser la question : à qui cela a-t-il profité en masse, quand la part de la fortune héritée est passée de 35 % en 1970 à 70 % aujourd'hui ?

Cette question percute tout le discours sur les responsabilités individuelles des plus fragiles, quelle que soit cette fragilité, discours qui ne prend pas en compte ces données de base. C'est pour cela, notamment, que les **questions fiscales sont au cœur des choix de société.**

Circonspects, pour revenir dans l'actualité, car c'est pratiquement **tout le pôle social du gouvernement qui a été renouvelé.** Comme, pour nous, ce n'est pas une question de personnes, c'est donc bien une question de trajectoires, de méthodes, de résultats qui sont apparus insuffisants, depuis mai 2022, au président de la République et à la Première ministre. Cela tombe bien : nous le pensions aussi !

Mais de quoi ce changement presque total est-il le nom ? Quelle est la ligne dorénavant suivie ? Quel est le sens des politiques publiques ? Quels objectifs clairs, quantifiables, évaluables se donne notre pays ?

Circonspects car **on nous promettait, il y a un an, une nouvelle méthode,** moins descendante et nous l'avons saluée, au vu de la période précédente. Des CNR devaient refonder les politiques publiques. Ils ont fortement mobilisé les acteurs – nous avons joué le jeu en en suivant 7 ou 8 qui nous ont demandé beaucoup d'énergie, et qui n'ont peu ou rien donné en 12 mois de travaux.

Le **mauvais feuilleton d'une vraie loi Grand âge,** avec une proposition de loi d'abord anémique, puis incomplète, puis reportée, puis suspendue et enfin reprise à l'Assemblée nationale, mais sans vrai débat à venir, en est un

exemple. À tel point que nous avons choisi d'avancer nos propositions avec notre Plaidoyer pour une politique d'autonomie en avril. Il en est de même s'agissant du débat sur le logement et sur l'hébergement, sans boussole, malgré les engagements d'acteurs aux profils divers.

Enfin, sans rien excuser des violences du début de l'été, les questions non réglées d'égalité des droits et de lien social sont toujours en suspens.

Un an et demi après la réélection d'Emmanuel Macron, **nous attendons donc encore une vision claire, engagée, suivie de décisions structurantes dans la quasi-totalité des politiques publiques des solidarités et de la santé**, avec des comités de pilotage pluripartites et des indicateurs de suivis partagés.

Reconnaître le rôle des associations de solidarité, c'est les installer dans le poste de (co-)pilotage, et non les mettre dans la soute pour juste faire avancer le navire ! D'autant que sans les associations, il n'y aurait pas de politiques publiques.

Nous attendons ainsi des choix assumés des différents niveaux d'autorités publiques : quelle part de la richesse produite doit être consacrée aux solidarités et qui la finance ? Poser ce débat, c'est aussi lutter efficacement contre les extrêmes. Dis autrement : il est temps que le quinquennat social commence. Avec une inscription claire pour la Nation toute entière des priorités sociales dans l'agenda politique.

Mais, nous ne sommes pas seulement inquiets et circonspects : **nous sommes aux aguets**, mobilisés dans les quelques mois qui viennent, lesquels vont être décisifs d'ici 2027.

**Le besoin de prendre au fond les grands sujets des questions sociales, médico-sociales et sanitaires est criant en cette rentrée :**

- **Petite enfance** – Une politique émerge avec un Service public en création, mais on observe un manque de régulation, notamment des profits, comme on l'a vu avec les scandales récents (rapport de l'IGAS et parution de deux ouvrages).
- **Protection de l'enfance en crise** – Nous soutenons l'idée d'un Plan Marshall, d'États généraux pour réassurer les familles, redonner du sens aux professionnels et réarmer financièrement les structures. Nous pensons que c'est la politique de l'Enfance au sens large qui doit être revue, avec le droit à une alimentation de qualité pour tous, le droit aux vacances, le droit à la santé, l'exigence de ne pas être à la rue, le droit à l'éducation identique que l'on habite Puteaux ou Aubervilliers, et, bien entendu, le droit d'être protégé par l'Aide sociale à l'enfance, d'où notre proposition d'Assises de l'enfance.
- **Handicap** – Nous nous interrogeons sur les suites de la CNH dont la préparation avait laissé à désirer.
- **Grand âge** – Alors que nous entamons les derniers mois de 2023, force est de constater que si des travaux ont été lancés et les annonces faites, rares sont les véritables avancées. Quoi de neuf finalement depuis les rapports Libault et Vinquant ?
- **Lutte contre l'exclusion** – l'appel des Restos du cœur a mis le sujet sur le devant de la scène. Si c'est la bonne méthode pour être entendus, nous allons le faire, partout, au niveau national comme dans

les territoires, en demandant surtout des réponses structurelles, et non seulement l'appel à la générosité. Si cette dernière doit être saluée, elle ne peut remplacer des financements publics pérennes et assumés.

- **Santé** – Là aussi le manque de régulation est criant (on peut citer, à titre d'exemple, les centres médicaux déconventionnés). Et, dans le nécessaire continuum des parcours, l'iniquité des revalorisations récentes des astreintes est à l'image du regard de l'action publique à notre égard, qui nous considère comme des sous-traitants, ce que nous refusons.

### **Des arbitrages à Bercy ne peuvent se faire sans cesse sur le dos des associations.**

On ne peut pas tenir des discours fermes dans d'autres secteurs économiques sur les méfaits d'un fonctionnement dur entre donneurs d'ordre et sous-traitants et se comporter de même, viser le moins-disant, permettre des superprofits dans notre secteur, tout en laissant les acteurs non lucratifs risquer de disparaître en nous cantonnant à une variable d'ajustements budgétaires.

**En cette rentrée, l'Uniopss tiendra partout un discours d'affirmation**, notamment lors des Journées de rentrée sociale qui vont se tenir sur tout le territoire :

- **Affirmation de ce que nous faisons** : oui, nous sommes fiers de prendre soin et nous le revendiquons, car, par notre action d'agir pour tous en étant proches de chacun, c'est un projet pour la société toute entière que nous portons. Cela l'est d'autant plus que toutes et tous, dans notre vie, pour nous-mêmes et nos proches, nous connaissons des vulnérabilités, provisoires ou pérennes. C'est ce que l'on a vu au plus fort de la crise Covid et que l'on ressent avec le changement climatique. La question est donc encore une fois de prévenir ces vulnérabilités, de s'y préparer, plutôt que les subir. Ne pas le faire, c'est abdiquer devant une situation où seule une partie de la population sera accompagnée.
- **Affirmation que les trois points suivants sont trois regards d'un même sujet** :
  - Les besoins des usagers et leur pouvoir d'agir sur leur propre situation ;
  - La nécessaire revalorisation, reconnaissance, amélioration de la qualité de vie au travail des professionnels, avec des taux d'encadrement décents leur permettant véritablement de prendre soin ;
  - L'existence d'un secteur non lucratif des solidarités et de la santé au bord de l'asphyxie.

Ce sujet est en fait celui des **droits effectifs des personnes**. Comme l'expose parfaitement Cynthia Fleury, à l'occasion de la sortie de son dernier essai, le remarquable « Clinique de la dignité » : « *Notre époque vit un décalage tragique entre l'affirmation d'une dignité humaine universelle et la réalité des faits qui dément ce discours* ». C'est le sujet central de la période qui s'ouvre : alors que nous vivons et allons vivre encore, dans un système dégradé de réponses aux besoins, comment faire valoir ses droits ? Sans réseau, sans moyens financiers conséquents, sans habiter les quartiers où l'offre de professionnels et de structures seront conséquentes, que valent nos droits proclamés ? Et comment s'étonner alors que ce décalage crée de l'incompréhension, voire de la révolte de tous contre tous ?

- **Affirmation que nous sommes aussi fiers d'être engagés dans des associations dont la recherche de profitabilité n'est donc pas le moteur.** Nous revendiquons cet engagement au service avant tout des droits des personnes. Cet engagement doit être reconnu, valorisé et protégé. Or, trop de secteurs des solidarités sont en voie de dérégulation. Toutes les associations souffrent : leur modèle socio-économique ne tient souvent qu'à un fil, fait de ressources peu pérennes, de coûts en hausse, d'augmentations créées par des décideurs publics qui se refusent à les prendre en compte au moment où ils décident de nos budgets !

**Inflation des coûts, inflation normative, augmentation des besoins, transformation de l'offre, concurrence non régulée** avec des acteurs lucratifs qui n'accueillent pas tous les publics : qui devra demain choisir d'être contraint de ne pas accueillir ou de mal accueillir si nous n'avons pas les moyens de notre existence ou de notre développement ? Qui en portera la responsabilité pénale et morale ?

Alors, je dis aux élus – État, régions, départements et communes – à un moment, il faut choisir et dire concrètement quels sont les acteurs qui doivent mettre en œuvre vos politiques publiques. Ne pas choisir, c'est laisser faire.

- **Affirmation enfin que sans professionnels, rien ne sera possible.** Si une Convention collective unique et étendue (CCUE) doit enfin voir le jour, elle doit être financée par les autorités de tarification et il ne pourra y avoir 102 réponses à ces besoins de financements qui correspondent, rappelons-le, à des compétences publiques (État et 101 départements).

Les Français méritent mieux que ce jeu délétère où chacun se renvoie la balle et où les signatures d'accord n'engagent finalement personne. Nous remettons ainsi sur la table la proposition développée dans notre contribution au Livre blanc récemment adopté par le Haut Conseil du travail social (HCTS) : que s'organisent partout des **Assises régionales des métiers de l'humain**, avec des états des lieux partagés entre État, région, département et acteurs de terrain afin de réaliser un diagnostic commun des besoins actuels et à venir, et engager ensemble des démarches utiles.

Vous l'avez compris : inquiets et circonspects, mais surtout aux aguets et mobilisés car fiers de prendre soin, fiers d'être des associations des solidarités et de la santé. Toutes ces préoccupations seront au cœur de notre **Congrès, les 3 et 4 avril prochains, à Lyon.**

La France va être sous le regard de l'ensemble de la planète, en juillet et août prochain, avec les **Jeux olympiques et paralympiques**, encore plus qu'avec l'actuelle Coupe du monde de rugby.

La candidature de Paris 2024 a été retenue aussi parce qu'elle reposait sur le concept de société inclusive.

Il nous reste 10 mois, sur tous ces sujets, pour passer de la théorie à la pratique, changer structurellement ce qui doit l'être et développer une société inclusive et solidaire, inclusive car solidaire, solidaire car inclusive.